

## En quinze ans, la filière automobile aura perdu près de 115 000 emplois

« Automobile : près d'un emploi industriel sur quatre pourrait disparaître en dix ans en France », titre **Le Figaro** qui détaille l'étude prospective très détaillée menée par le Xerfi, montrant, comme le rappelle Luc Chatel, le président de la Plateforme automobile (PFA), que « cela signifie qu'en quinze ans, la filière automobile aura perdu près de 115 000 emplois. » Peut-être plus inquiétant encore, ces prévisions ne se basent pas sur un scénario catastrophiste. « Celui qui a été retenu envisage la poursuite de la situation actuelle : le maintien de la réglementation européenne CAFE avec des objectifs qui conduisent à la fin des ventes de voitures thermiques neuves dès 2035. On considère aussi que les prix vont baisser de manière significative, que le parc va continuer à vieillir », résume le président de la PFA. Comment expliquer cette contraction accélérée ces dix prochaines années ? « Le scénario de l'étude s'appuie sur l'hypothèse que nous serons au rendez-vous du tout-électrique en 2035 », précise Luc Chatel. Or « tout le monde sait aujourd'hui que l'on n'y arrivera pas. La part de marché actuelle de l'électrique est inférieure de 7 à 8 points au niveau où nous devrions être ». Le déclin de l'industrie automobile française est-il inexorable ? « L'automobile vit ce que d'autres industries de biens de consommation ont vécu. C'est-à-dire l'arbitrage qui doit être fait, d'un côté, entre la compétitivité, la souveraineté, l'enjeu industriel, et, de l'autre, le consommateur qui privilégie le prix », analyse Luc Chatel qui pointe « un enjeu vital. Il doit y avoir un sursaut collectif. » Le chef de file des entreprises de l'automobile tire la sonnette d'alarme et appelle la Commission européenne à la raison. « Pour l'industrie européenne, il est minuit moins une ! Les commissaires européens, le ministre de l'Économie, le ministre de l'Industrie me disent être d'accord avec notre constat. Mais rien n'a été fait ! », se lamente l'ancien ministre. Il ajoute que si « au départ, les constructeurs n'étaient pas très enthousiastes sur la règle du contenu local, aujourd'hui se dégage une position favorable de l'ensemble de la filière automobile ». Pourquoi ? « Parce qu'il faut arrêter d'être naïf. Les Américains, les Chinois l'imposent dans leur pays. Je ne vois pas pourquoi nous serions les seuls à ne pas le faire, en Europe. » (Le Figaro, p.22)